

Bulletin d'histoire politique

Introduction

Béatrice Richard



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063487ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063487ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Richard, B. (1995). Introduction. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 197–200.
<https://doi.org/10.7202/1063487ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

INTRODUCTION

Béatrice Richard

Étudiante au doctorat, département d'histoire, UQAM

La société surveille son histoire, «censure et autocensure toute analyse qui révélerait ses interdits, ses lapsus qui compromettraient l'image qu'[elle] entend se donner d'elle-même», écrit l'historien Marc Ferro¹. La société québécoise n'échappe pas au phénomène. En ce qui concerne sa participation réelle à la Deuxième Guerre mondiale, elle traîne comme un véritable boulet son incapacité à attaquer la question de front. Depuis cinquante ans, ses intellectuels tournent autour du pot. Pourquoi?

La société québécoise et ses élites ont en effet sanctionné la mémoire des Canadiens français partis au front par le silence et l'oubli. En partant la fleur au fusil, ces bons petits soldats avaient fait voler en éclats l'image narcissique et unitaire d'un peuple toujours accroché aux jupes de son curé. Ils avaient menacé le pouvoir d'une élite nationaliste qui s'était plutôt prononcée contre l'envoi d'hommes au front. En représailles, on tuerait donc leur mémoire. Autrefois, le sénat romain, souvent victime de la tyrannie impériale, se vengeait en frappant l'imperator de *damnatio memoriae*, effaçant son nom des monuments et des archives après sa mort. Pire que la mort du prince, il y avait celle de sa mémoire. Cette «damnation de la mémoire» n'est pas propre à l'Antiquité, ni aux seuls princes et héros. Toujours actuelle, elle peut frapper aussi des groupes méprisés ou ostracisés, des classes dominées. Pourquoi pas de simples soldats?

Constat troublant, les francophones canadiens ont produit peu d'études sur la participation des Canadiens français aux événements militaires contemporains et à la politique de défense. Aussi, en tant qu'historiens et chercheurs québécois, devons-nous nous réapproprié ce pan d'histoire qui nous a été jusque maintenant confisqué: notre participation réelle à la Deuxième Guerre mondiale. L'enjeu est de taille, nous prévient Jacques Le Goff car, écrit-il, «de même que l'amnésie est non seulement un trouble chez l'individu mais entraîne des perturbations plus ou moins graves de la personnalité, de même l'absence ou la perte volontaire ou involontaire de

mémoire collective chez les peuples et les nations peut entraîner de graves troubles de l'identité collective².»

Et si cette situation particulière s'expliquait par le contexte spécifique dans lequel l'historiographie québécoise contemporaine dans son ensemble s'est développée au lendemain de la guerre? Après la guerre, les Canadiens français du Québec semblent vouloir oublier ce qui fut pour eux une période particulièrement trouble et douloureuse. La population porte le poids d'avoir répondu majoritairement «non» au référendum de 1942, d'avoir refusé de délier King de sa promesse de ne jamais recourir à la conscription obligatoire pour le service outre-mer. D'ailleurs, certains esprits enflammés au Canada anglais ne se privent pas à l'époque d'accuser les Canadiens du Québec de couardise et de lâcheté, de refuser de se battre, de faire le jeu de l'ennemi même, oubliant que des dizaines de milliers de Québécois s'étaient portés volontaires. Mais cela, les Canadiens français aussi l'ont vite oublié.

Puis, les Alliés gagnent la Guerre. Les tribuns nationalistes, comme ceux du Bloc populaire autrefois opposés à toute aide militaire disproportionnée aux métropoles coloniales, ne peuvent que se taire, gênés, devant les vainqueurs qui, par définition, ont toujours raison. Ce sentiment est d'ailleurs très bien exprimé dans le testament politique d'André Laurendeau³. Les historiens québécois pour leur part se situent dans cette mouvance. Jusqu'au début des années 1960, leur œuvre reste dans l'ensemble teintée d'un nationalisme conservateur et continue, nous apprend Fernand Ouellet, de «privilégier en grande partie une histoire narrative, centrée sur le politique, la biographie et la religion⁴». Mis à part le testament politique d'André Laurendeau et l'œuvre de Robert Rumilly qui consacre quatre volumes à la guerre de 1939-1945, ils ne se prononcent guère sur la question. Malgré la fondation des Instituts d'histoire de Laval et de Montréal en 1947, de même que la création par l'Abbé Lionel Groulx de la *Revue d'histoire de l'Amérique Française* qui font sortir les historiens québécois d'un certain amateurisme, le silence sur la participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale persiste. La «maturation» d'une nouvelle génération d'historiens formés dans les nouvelles pépinières de Clio a beau amorcer une véritable révolution du savoir historique une quinzaine d'années plus tard, les spécialistes continuent d'éluder la question.

Parallèlement, on assiste à l'émergence d'un courant moderniste et fédéraliste autour de la revue *Cité Libre*, qui se plaît à stigmatiser un Canada français perçu comme imprégné d'un nationalisme monolithique et conservateur. À force de considérer le Québec de Duplessis comme un «village

d'Astérix» — l'expression est de nous — plongé dans la «grande noirceur», des théoriciens comme Pierre E. Trudeau en viennent à mal évaluer la portée des événements internationaux sur la société canadienne-française d'après-guerre et, par conséquent, à occulter complètement la participation de la population à l'effort de guerre. On en arrive à ce paradoxe: nationalistes et fédéralistes s'entendent pour affirmer que les Canadiens français du Québec n'ont pas participé à l'effort de guerre, les uns par esprit de résistance à l'impérialisme britannique, les autres par conservatisme et fermeture d'esprit. C'est le comble!

Derrières ces politiciens et intellectuels, il y a aussi toute une population qui veut oublier ces années noires. En son sein, des dizaines de milliers de soldats de retour du front qui réintègrent leurs foyers, souvent brisés et incompris, replongés dans un univers culturel dont les vrais héros se sont «poussés dans le bois». Puis, l'affaire de Bernonville, à la fin des années 1940, éclabousse les milieux nationalistes. On découvre que de Bernonville, un criminel de guerre proche des nazis, est entré clandestinement au Canada grâce à des appuis nationalistes. Ce climat ne favorise guère le développement d'une mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, laquelle aurait peut-être forcé les historiens du Québec à poser des questions gênantes sur l'attitude de l'élite intellectuelle pendant le conflit, élite dont ils faisaient d'ailleurs partie. Par la suite, la Guerre de Corée devait secouer les milieux nationalistes où se recrutait encore, ne l'oublions pas, une majorité d'historiens. Un tel contexte a pu également exacerber au Québec un climat nationaliste anti-impérialiste, peu propice à l'étude de sujets militaires.

Les années 1960 ne sont guère plus fertiles pour ce genre de thématique au Québec. Essentiellement préoccupés par la question nationale, les historiens cherchent à reconstruire leur passé dans les limites de l'État québécois moderne. Or, à cause du contexte politique très centralisateur qui prévaut entre 1939 et 1945 au Canada, étudier cette période revient aussi pour les chercheurs québécois de l'époque à étudier l'histoire du Canada. Un État dans lequel refuse de plus en plus de se reconnaître la nouvelle génération des années 1960-1970 qui proclame bien haut sa nouvelle identité québécoise. Du passé, il faut donc faire table rase, si l'on veut bâtir un monde nouveau. Selon Léon Dion, la génération de «technocrates» qui émerge au Québec à partir des années 1960 «estima que la véritable histoire du Québec moderne débutait avec elle. Elle afficha une ignorance superbe du passé qu'elle jugea a priori inapte à l'aider à façonner la société nouvelle qu'elle concevait dans l'abstrait. Plus encore que la génération précédente, elle a anéanti la mémoire collective en la coupant de ses racines et mis au rancart les valeurs durables de la tradition⁵».

L'occultation de la Deuxième Guerre mondiale dans la mémoire collective du Québec nous empêche de comprendre les conséquences à long terme de ce conflit sur notre société. Osons provisoirement émettre l'hypothèse que ces bouleversements ont divisé la société québécoise bien plus que ses élites ont voulu le laisser entendre jusqu'à maintenant. Entre temps, le duplessisme a offert un répit à la population déboussolée par le traumatisme de la guerre, le temps que ses intellectuels lui refassent un nouveau visage: celui de la Révolution tranquille. Un visage dont on aurait masqué toutes les blessures de guerre.

Nous construisons notre mémoire collective en la reconjuguant indéfiniment au présent, et les intellectuels restent les maîtres d'oeuvre de ce travail de Pénélope. De génération en génération, ils produisent de nouveaux livres d'images identitaires, chaque volume trahissant son âge et ses préoccupations du moment. Mais attention, de telles «images» ne sont jamais innocentes: «Se rendre maître de la mémoire et de l'oubli est une des grandes préoccupations des classes, des groupes, des individus qui ont dominé et qui dominent les sociétés historiques. Les oublis, les silences de l'histoire sont révélateurs de ces mécanismes de la mémoire collective», révèle Jacques Le Goff⁶. Parmi les plus grands complices de ces silences ou de ces «oublis»: encore une fois, tous ceux dont la fonction ou le métier consiste à transmettre la mémoire collective — historiens, artistes, écrivains, intellectuels de tous horizons. Interroger leurs «trous de mémoire», c'est prendre le risque de découvrir une nouvelle histoire. Celle des secrets de famille qui renforcent le pouvoir des mandarins d'hier et d'aujourd'hui.

Notes

1. Ferro, Marc, *L'histoire sous surveillance*, Paris, Carman-Levy, Folio Histoire, 1985, p. 8.
2. Le Goff, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 108.
3. Laurendeau, André, *La crise de la conscription, 1942*, Le Jour, Montréal, 1962.
4. Ouellet, Fernand, «La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale», *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2, 1985, p. 12.
5. Dion, Léon, *Québec, 1945-2000, Tome II, Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, p. 125.
6. Le Goff, *op. cit.*, p. 108.